



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
5 novembre 2010
Français
Original : anglais

Commission de consolidation de la paix

Quatrième session

Formation Sierra Leone

Compte rendu de la 1^{re} séance

Tenue au siège à New York, le mardi 28 septembre 2010 à 15 heures.

Président : M. McNee. (Canada)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour

Examen du document final de la session extraordinaire de haut niveau
de la Commission de consolidation de la paix sur la Sierra Leone

Les rectifications à apporter au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza).

Les rectifications au compte rendu des séances publiques de la présente session de la Commission seront publiées dans un seul rectificatif, peu après la clôture de la session.



La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

1. *L'ordre du jour est adopté.*

Examen du document final de la session extraordinaire de haut niveau de la Commission de consolidation de la paix sur la Sierra Leone (PBC/4/SLE/L.1)

2. **Le Président** appelle l'attention sur le projet d'examen du document final de la session extraordinaire de la Commission de consolidation de la paix sur la Sierra Leone (PBC/4/L.1), qui s'inspire du rapport intérimaire conjoint sur le Programme pour le changement établi par le Gouvernement sierra-léonais en collaboration avec ses partenaires internationaux et la société civile. Il y a lieu de féliciter le Gouvernement d'avoir assumé la direction de l'élaboration du rapport intérimaire conjoint qui documente amplement les progrès accomplis par la Sierra Leone vers une paix durable et le développement à long terme, ainsi que de la manière inclusive et consultative qui a caractérisé le processus d'élaboration du rapport. L'orateur est également reconnaissant aux membres de la formation Sierra Leone qui ont établi un projet de document final porteur d'avenir dans des délais très brefs, au Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL) et au Bureau d'appui à la consolidation de la paix pour leur contribution précieuse.

3. La première ligne du paragraphe 21 du projet d'examen du document final de la session extraordinaire de la Commission de consolidation de la paix (PBC/4/SLE/L.1) doit être rédigée comme suit « S'engagent à donner suite aux recommandations formulées au paragraphe 20 ci-dessus » au lieu de « au paragraphe 19 ci-dessus », puisque le paragraphe 21 est censé traiter des recommandations adressées aux partenaires internationaux.

4. Le Président considérera que les membres de la formation Sierra Leone souhaitent adopter le projet d'examen du document final de la session extraordinaire de haut niveau de la Commission de consolidation de la paix (PBC/4/SLE/L.1), tel que modifié oralement.

5. *Il en est ainsi décidé.*

6. **M^{me} Bangura** (Sierra Leone) dit que son Gouvernement apprécie vivement le rôle vital joué par la Commission en mobilisant et en coordonnant le soutien international en faveur de la stabilité et de la croissance en Sierra Leone et remercie les membres de la formation Sierra Leone de leur engagement continu. La Sierra Leone est en train d'accomplir des progrès considérables en matière de consolidation de la paix, alors qu'elle fait face à une multitude de défis redoutables, y compris la pauvreté généralisée. Comme la réduction de la pauvreté est un élément essentiel de la consolidation de la paix, il faut intensifier les efforts en faveur du renforcement de la mobilisation de ressources et de l'assistance technique aux fins de la mise en œuvre efficace du Programme pour le changement, qui a été entériné à la session extraordinaire de haut niveau de la formation Sierra Leone tenue en juin 2009 en tant que document stratégique fondamental pour la consolidation de la paix, qui met l'accent sur les quatre domaines prioritaires de l'agriculture, du transport, des ressources énergétiques et du développement humain.

7. Alors que le Gouvernement sierra-léonais se félicite du soutien apporté par la communauté internationale et ses partenaires bilatéraux, les efforts déployés en faveur de la décentralisation, de la lutte contre la corruption et le trafic illicite des drogues, des droits de l'homme, de la gouvernance économique et de la sécurité et de la stabilité n'ont pas été accompagnés par la fourniture de ressources d'une même ampleur qui sont généralement nécessaires pour les processus de consolidation de la paix et de relèvement. Il est temps de faire en sorte que la Sierra Leone joue son rôle de modèle réussi de la consolidation de la paix.

8. **M. Kamara** (Sierra Leone), rappelant que le Programme pour le changement a été élaboré et adopté, et est en cours d'exécution, dans le cadre de consultations larges et inclusives et avec la participation de tout le pays, dit que le rapport intérimaire conjoint représente également la somme des efforts combinés de toutes les branches du Gouvernement, qui ont collaboré avec la société civile, les partenaires de développement et le BINUCSIL. Le rapport a pour but d'informer le public et la communauté internationale des progrès accomplis dans la mise en œuvre des priorités énoncées dans le Programme pour le changement, des difficultés rencontrées et des mesures futures envisagées.

9. La première condition indispensable pour la réalisation des objectifs du Programme pour le changement réside dans le maintien de la paix et de la sécurité. Ayant organisé deux cycles d'élections pacifiques, crédibles et régulières aux niveaux national et local, le Gouvernement sierra-léonais est résolu à veiller à ce que les prochaines élections prévues pour 2012 soient couronnées du même succès. À cette fin, il collabore d'ores et déjà avec les institutions nationales, la société civile et les partenaires de développement dans la préparation des élections, l'accent étant mis sur la logistique, la sécurité et le soutien financier. La Sierra Leone a également fait de gros progrès dans la consolidation de sa démocratie grâce aux mesures de transparence et à la présentation de comptes, y compris la récente promulgation de la loi sur la liberté de l'information, de nouvelles lois sur la lutte contre la corruption et l'établissement d'une société de radiodiffusion et de télévision indépendante.

10. Les efforts du Gouvernement en faveur de la transition de la Sierra Leone d'un pays d'après conflit à une démocratie stable et pacifique entraînent une transition pour ses partenaires de développement. Les Nations unies ont désormais un rôle de consolidation de la paix plutôt que de maintien de la paix, alors que le dialogue du Gouvernement avec ses partenaires de développement est consacré progressivement moins sur les problèmes de paix et de sécurité immédiats et davantage sur les problèmes ordinaires de développement. Toutefois, bien que le pays soit sorti du statut immédiat d'après conflit, il ne faut pas fermer les yeux sur l'importance de la sécurité nationale. Bien que des mesures aient été prises, par exemple, pour améliorer la coopération entre les forces armées et la police, et entre les forces armées et la société civile, il existe toujours de multiples menaces à la sécurité nationale, y compris des problèmes inattendus, comme le transit illicite de drogues entre l'Amérique du Sud et l'Europe, qui exigent une réponse régionale. L'amélioration de la sécurité régionale représente donc une priorité importante pour le Gouvernement.

11. Une situation économique favorable rendrait la consolidation de la paix et de la démocratie plus facile. Le Gouvernement sierra-léonais a assez bien géré son économie pendant les années qui se sont écoulées depuis la guerre et a surmonté avec succès la crise financière et économique mondiale, malgré le ralentissement de l'activité en 2009. À l'heure actuelle, l'économie a retrouvé son élan et la croissance devrait

s'accélérer après le redressement de la production minière. L'agriculture et la pêche continueront à contribuer à la croissance. La création de recettes fiscales est toujours lente, mais augmente, en partie à la suite de la nouvelle taxe sur les biens et les services. Les recettes devraient augmenter encore quand l'intensification de l'activité minière commencera à faire une contribution majeure, ce qui permettra au Gouvernement d'améliorer les services fournis aux citoyens du pays.

12. Tout en concentrant son attention sur la gestion de l'économie, le Gouvernement s'est également employé à réaliser une vaste réforme du secteur public portant à la fois sur les effectifs en personnel et la gestion financière. Parmi toute une série de mesures, il a introduit des changements majeurs dans les conditions de service du personnel sanitaire et est en train d'introduire des logiciels pour la planification et la comptabilité dans tous les ministères, départements et organismes publics. En 2009, il a relancé le processus de décentralisation, réaffirmant son engagement en faveur d'une dévolution additionnelle des fonctions de l'administration publique aux conseils locaux qui fournissent actuellement une bonne part des services publics.

13. On s'est également efforcé d'améliorer l'accès des citoyens aux services essentiels en éliminant les redevances. La récente initiative tendant à fournir des soins gratuits aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants de moins de cinq ans représente un grand pas en avant, bien qu'elle ait sollicité jusqu'à la limite les ressources financières et humaines du Gouvernement. D'autres projets concernent la construction de systèmes d'adduction d'eau salubre et l'insertion des enfants et des jeunes dans le système d'éducation. Alors que le taux de scolarité totale a augmenté sensiblement, le taux net semble s'être stabilisé et le taux d'abandon reste élevé, notamment pour les filles. En outre, il est difficile d'améliorer la qualité de l'enseignement, étant donné les rapports élèves/livres et élèves/enseignants défavorables. Il faut également améliorer le développement de compétences et l'éducation technique et professionnelle, qui sont des moyens importants de réduire le chômage des jeunes.

14. Reconnaissant l'importance de l'agriculture pour la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la création d'emplois, le Gouvernement a élaboré une stratégie sectorielle basée sur le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique. Il a

également lancé un programme de commercialisation à l'intention des petits exploitants destiné à accroître la productivité, à offrir un plus grand appui aux agriculteurs de subsistance et à améliorer leur accès aux marchés. La production de nombreuses cultures est en train d'augmenter, et l'agriculture commence à jouer un rôle vital sur les marchés d'exportation, représentant quelque 20 % des exportations totales du pays en 2009. On prévoit un accroissement ultérieur des exportations, notamment pour le cacao. La pêche dispose également d'un potentiel de croissance, malgré la pêche illégale et l'emploi d'un équipement illicite, très répandu chez les pêcheurs artisanaux. Le Gouvernement surveille la situation et impose des amendes à ceux arrêtés pour pêche illégale; dans le même temps, il collabore avec les pêcheurs artisanaux en vue d'améliorer leur équipement, les débarcadères et les installations de production. Les recettes que l'État tire du secteur sont en train d'augmenter sensiblement, et on s'emploie à améliorer les mesures de contrôle nécessaires pour les exportations des produits de la mer.

15. Le secteur minier est en train de devenir vital pour les perspectives de croissance du pays, état donné la découverte de gisements de minerai de fer plus importants que prévus et le potentiel de production de pétrole au large des côtes. Le Gouvernement vient de signer plusieurs contrats miniers importants, dont les insuffisances seront probablement éliminées grâce au soutien technique promis par les partenaires de développement du pays. Le Gouvernement n'ignore pas les problèmes et risques associés à de tels contrats, y compris la fiabilité des recettes internes qu'ils dégagent, la nature et la prévisibilité du comportement social et de la gestion environnementale des sociétés, de même que la nécessité d'un contrôle effectif. Il demeure également conscient des attentes suscitées par ces accords et le risque de la dépendance du secteur minier, y compris le risque de créer une économie parallèle.

16. La production d'électricité a augmenté considérablement au cours de l'année passée, en particulier grâce à la mise en exploitation de la centrale hydroélectrique de Bumbuna, et le Gouvernement envisage de nouvelles augmentations du potentiel hydroélectrique à l'avenir. Toutefois, le développement du réseau de transmission et de distribution a pris du retard, bien que les travaux de réparation des lignes et de l'équipement, ainsi que l'installation de compteurs

devraient rendre l'approvisionnement des foyers et des entreprises plus stable. Le Gouvernement a également lancé un programme d'électrification rurale comprenant des installations solaires et des systèmes mini-hydroélectriques, et a adopté une nouvelle stratégie sectorielle globale, qui devrait également améliorer la gouvernance.

17. Le transport est un autre moteur de croissance, notamment pour l'agriculture et la fourniture de services sociaux. Par conséquent, le Gouvernement est en train d'exécuter un vaste programme de réparation des routes d'accès, l'objectif étant de remettre en état 2 000 kilomètres d'ici à 2012. Le revêtement de la piste de l'aéroport international a été refait, et de nouveaux systèmes de navigation ont été installés pour améliorer la sécurité de la navigation aérienne. Les négociations concernant la concession pour un terminal à conteneurs sont sur le point d'être achevées, et des investissements publics importants ont été effectués dans les ports et débarcadères fluviaux en vue d'améliorer le transport fluvial.

18. Enfin, toutes les politiques du Gouvernement sont destinées à réaliser la croissance économique principalement par les activités du secteur privé; le Gouvernement s'emploie à améliorer les conditions économiques pour les entreprises existantes et à en attirer de nouvelles, par exemple en éliminant les goulots d'étranglement dans des domaines comme la propriété foncière et la sécurité. De nombreuses expressions d'intérêt ont été reçues à la suite du lancement d'une nouvelle stratégie de développement du secteur privé en 2009, non seulement pour les ressources minières, mais aussi dans des secteurs comme l'agriculture, la pêche et le tourisme, et le Ministère du commerce et de l'industrie collabore avec l'Agence sierra-léonaise de promotion de l'investissement et des exportations aux fins de la conclusion de marchés concrets. Avec l'aide des donateurs, le Gouvernement a établi une politique claire pour la gestion des ressources naturelles du pays. Dans ce contexte, il a élaboré une nouvelle politique fondamentale sur les minéraux et promulgué en 2009 une loi sur l'industrie extractive et les minéraux qui contiennent des dispositions environnementales robustes.

19. S'agissant des principaux risques identifiés dans le Programme pour le changement, le Gouvernement a renforcé la Commission de lutte contre la corruption; il renforce la transparence grâce à l'initiative de

déclaration des avoirs qui s'applique au Président, aux ministres et aux autres agents publics; et il a créé un Groupe sur la criminalité organisée transnationale censé collaborer étroitement avec les autres pays de la région dans la lutte contre la criminalité transnationale. Il s'attaque également au chômage des jeunes de plusieurs manières, entre autres par le biais de l'établissement d'une commission nationale de la jeunesse et grâce au lancement de programmes de création d'emplois dans le secteur public et en encourageant les initiatives destinées à faire entrer des jeunes dans un emploi rémunéré.

20. Le rapport intérimaire conjoint souligne la nécessité d'un soutien financier et technique accru de la part des partenaires de développement de la Sierra Leone. Le Gouvernement restera tributaire des pouvoirs de convocation et de persuasion de la Commission pour ce qui est de la mobilisation des efforts de la communauté internationale en faveur de la mise en œuvre effective du Programme pour le changement. Il faut de nouveau progrès en ce qui concerne la recommandation de la Commission tendant à créer un fonds d'affection spéciale multidonateurs pour le financement du Programme, et il existe toujours de problèmes concernant l'amélioration de la coordination de l'aide. Par conséquent, le Commission souhaitera peut-être réitérer sa recommandation tendant à ce que les États Membres et les partenaires de développement annoncent des contributions à un tel fonds.

21. **Le Président** dit qu'il est clair que malgré les progrès remarquables accomplis, il faut un soutien additionnel pour achever la consolidation de la paix en Sierra Leone, notamment en vue des prochaines élections de 2012.

22. **M^{me} Cheng-Hopkins** (Sous-secrétaire générale pour l'appui à la consolidation de la paix) félicite le Gouvernement sierra-léonais pour son rapport très circonstancié, qui montre clairement les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Programme pour le changement, ainsi que les problèmes qui persistent. Eu égard à ces problèmes restants, il est particulièrement important que la communauté internationale renforce son engagement en faveur du Gouvernement sierra-léonais afin d'assurer la réalisation complète du Programme pour le changement. Comme la Sierra Leone dispose d'amples ressources naturelles et d'un potentiel agricole, il est encourageant d'apprendre que la production de revenus internes augmente, car cela fait bien augurer de la

contribution que le Gouvernement lui-même apportera au processus de consolidation de la paix. L'orateur se félicite également que la Commission mette l'accent sur les domaines prioritaires de bonne gouvernance et l'état de droit, en particulier le dialogue multipartite et la gouvernance démocratique, le problème de la corruption, la préparation des élections de 2012, et la capacité en matière de maintien de l'ordre. Ces domaines représentent des secteurs particulièrement appropriés pour l'engagement de la Commission eu égard à l'expérience qu'elle a acquise depuis 2006.

23. Les 37 millions de dollars affectés à la Sierra Leone par le Fonds de consolidation de la paix sont sur le point d'être dépensés complètement, et les discussions concernant une deuxième tranche sont en cours. Bien qu'on ne dispose pas encore de détails à cet égard, la tranche sera plus petite étant donné les effets de la crise financière sur les recettes du Fonds. À la suite de discussions avec le Gouvernement, on a décidé que la nouvelle tranche mettrait l'accent sur la préparation des élections de 2012. Bien qu'il existe en Sierra Leone de vives inquiétudes quant à la possibilité que ces élections puissent déclencher des violences, il est encore temps de mettre en place des garde-fous pour assurer leur déroulement pacifique. De nombreuses propositions précieuses sont en train d'être examinées dans des domaines comme le dialogue avec les acteurs autres que l'État, le développement de l'aptitude au commandement, les réparations et l'emploi des jeunes, et des détails plus précis seront disponibles prochainement.

24. À ce jour, les efforts de mobilisation de ressources déployés par la Commission n'ont pas connu beaucoup de succès. À la fois la Commission et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix devraient faire davantage pour obtenir des informations détaillées sur les donateurs et développer ainsi des stratégies plus ciblées, que la Commission pourrait utiliser pour mobiliser des fonds.

25. **M. Schulenburg** (Représentant exécutif du Secrétaire général pour le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL)) dit que la Sierra Leone a parcouru beaucoup de chemin depuis l'établissement de la formation en 2005. À l'époque, la majorité des Sierra-léonais concentraient toujours leur attention sur les conséquences de la guerre civile, alors qu'à l'heure actuelle, ils se soucient surtout de progresser. Malgré quelques ratés causés par la crise financière, il y a eu

des progrès économiques considérables accompagnés d'améliorations dans la production agricole, dans la construction routière et dans les efforts en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Huit années seulement après une guerre civile brutale, la Sierra Leone compte un système multipartite qui fonctionne; des activités politiques libres; une presse libre; une société civile et des organisations non gouvernementales dynamiques; et il n'y a pas de violations des droits de l'homme. Le pays a également obtenu quelques succès dans la lutte contre la corruption et le trafic illicite des drogues.

26. Malgré ces indicateurs positifs, bien des problèmes demeurent entiers, y compris les problèmes traditionnels de la pauvreté et du chômage des jeunes, et des problèmes nouveaux se posent dans le secteur minier à mesure que le pays passe lentement de la dépendance des donateurs à une dépendance des sociétés minières. Les prochaines élections de 2012 représentent un autre défi. Pendant les cinq années d'existence de la formation, la Commission de consolidation de la paix a enregistré bien des succès. Elle représente un forum pour un dialogue sur les politiques avec la communauté internationale sur des questions allant de la paix et de la stabilité aux affaires humanitaires et aux autres problèmes de développement. Elle a supervisé la transition initiale du maintien de la paix à la consolidation de la paix, avec le déplacement d'accent de la sécurité et de la stabilité vers le développement que cela suppose.

27. Un nouveau pas a été accompli en ce qui concerne la prise en charge par le pays. Le rapport intérimaire conjoint a été élaboré entièrement par des fonctionnaires du Gouvernement sierra-léonais, avec l'assistance rédactionnelle du Secrétariat et une contribution des donateurs et de la société civile, mais sans l'aide d'un consultant extérieur. La Sierra Leone représente effectivement le seul pays du monde qui ait réussi à produire un tel rapport intérimaire combiné, et il faut féliciter la Commission de consolidation de la paix de cette réalisation. Les institutions du système des Nations unies se sont également mis d'accord sur l'exécution nationale et une approche intégrée et conduisent des discussions avec le Gouvernement sur la meilleure manière d'assurer la prise en charge par le pays, tout en garantissant que les fonds reçus des donateurs sont dépensés à bon escient. La société de radiodiffusion et de télévision sierra-léonaise, créée avec le soutien du BINUCSIL et l'équipe de pays des Nations unies, est

devenue l'un des services publics de radiodiffusion indépendant les plus importants de l'Afrique.

28. En se mettant d'accord sur une seule stratégie et un seul mécanisme de contrôle, la Commission de consolidation de la paix a dans une bonne mesure appliqué les recommandations de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Les critères à être incorporés dans le prochain rapport seront tirés, entre autres, du rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement, et seront arrêtés en collaboration avec le Gouvernement, les donateurs bilatéraux et tous les organismes du système des Nations unies travaillant dans le pays.

29. L'une des grandes réalisations en Sierra Leone réside dans l'intégration des organismes des Nations unies. Le rapport du Secrétaire général de 2009 a signalé que la Sierra Leone était le pays qui manifestait le niveau d'intégration le plus élevé des activités des Nations unies dans le monde. L'Organisation s'est entendue sur une seule stratégie pour la Sierra Leone comprenant un mandat politique et de développement, cinq domaines prioritaires et 21 programmes, tous liés au Programme du Gouvernement pour le changement. Il existe des repères et des critères de succès clairs et des méthodes claires d'exécution conjointe. Pour les donateurs, une telle rationalisation se solde par des résultats plus importants pour chaque dollar contribué au fonds multi-donneurs ou à tout autre instrument.

30. La Sierra Leone peut servir d'exemple réussi pour d'autres situations d'après conflit et de consolidation de la paix. Ce serait tragique que tous les travaux accomplis en matière d'intégration et d'adoption d'une approche stratégique perdent leur élan faute de ressources. Quand le fonds multi-donneurs a été lancé, l'idée a été de mobiliser 200 millions de dollars pour les 21 programmes. À ce jour, seulement 10 millions sur les 200 millions de dollars nécessaires pour le programme de consolidation de la paix ont été fournis. L'orateur espère que toutes les parties joindront leurs efforts pour participer au succès de la Sierra Leone.

31. **Le Président** dit que le projet d'examen du document final de la session extraordinaire de haut niveau de la Commission de consolidation de la paix sur la Sierra Leone (PBC/4/SLE/L.1), qui vient d'être adopté, accomplit deux tâches importantes en mettant l'accent sur l'engagement de la Commission dans les domaines de la bonne gouvernance et de l'état de droit et en engageant la Commission à prendre des mesures

additionnelles aux fins de la mobilisation de ressources. Pendant les prochains mois, la formation Sierra Leone mettra l'accent plus concrètement sur le dialogue multipartite et la gouvernance démocratique, la corruption, la préparation d'élections libres, régulières et pacifiques en 2012, et la création de capacités en matière de maintien de l'état de droit, notamment en ce qui concerne la police et les tribunaux sierra-léonais. Ce sont là les domaines qui représentent un risque pour la consolidation de la paix identifiés par les parties prenantes nationales quand la délégation de la Commission s'est rendue en Sierra Leone en mars 2010. Le chômage des jeunes et le trafic illicite des drogues demeurent également des domaines prioritaires.

32. S'agissant de la mobilisation de ressources, qui est apparue comme un défi majeur au cours des discussions de la délégation avec les parties prenantes nationales, il appartient aux membres de la formation Sierra Leone de devenir plus créatifs en allant au-delà des donateurs traditionnels et des modalités traditionnelles de l'aide.

33. **M. Cravinho** (Portugal) félicite les représentants du Gouvernement sierra-léonais de leurs exposés très francs et très clairs et rend hommage aux autorités sierra-léonaises pour le travail qu'elles ont accompli à ce jour. La Sierra Leone devrait être reconnue comme un succès, bien qu'elle rencontre toujours des difficultés à mesure qu'elle se rapproche des élections de 2012, qui feront date. L'expérience de la Commission avec ce pays devrait être considérée comme un exemple pour l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble, ainsi que pour d'autres formations spécifiques par pays. Alors que des mesures importantes ont déjà été prises vers la consolidation de la paix et le développement économique, notamment dans les domaines de la bonne gouvernance et de la décentralisation, les risques identifiés dans le Programme pour le changement, en particulier le trafic illicite des drogues, la corruption et le chômage des jeunes continuent de soulever des inquiétudes. Le Portugal est prêt à continuer à aider la Sierra Leone dans la lutte contre ces problèmes, à la fois sur le plan bilatéral et dans le cadre de l'Union européenne. À ce propos, les problèmes du trafic illicite des drogues et de la criminalité organisée transnationale devraient être abordés sur le plan régional, par des mesures telles que l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest, puisqu'ils posent un risque majeur pour toute la région. Les mesures positives prises par les autorités sierra-

léonaises pour lutter contre la corruption devraient également être poursuivies.

34. Le problème du chômage des jeunes, qui a suscité une pléthore d'autres problèmes, doit être réglé. À ce propos, le Portugal est prêt à soutenir la Sierra Leone dans la mise en œuvre des initiatives de formation appropriées, entre autres dans le domaine médical. Plus généralement, il continuera à soutenir les efforts du pays au sein de l'Union européenne et de l'ONU en vue de consolider la paix, la stabilité et la démocratie en Sierra Leone et dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest. Les élections prévues pour 2012 seront extrêmement importantes; à ce propos, l'orateur demande instamment aux autorités sierra-léonaises de continuer à promouvoir un dialogue multipartite dynamique dans l'esprit du communiqué conjoint du 2 avril 2009 afin de faire avancer la réconciliation nationale et de renforcer la cohésion nationale.

35. **M. Gutierrez** (Pérou) se félicite du dialogue continu et direct entre les acteurs nationaux et internationaux rendu possible par la participation de représentants du Gouvernement sierra-léonais à la réunion en cours. Il félicite également les autorités et le peuple sierra-léonais des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme pour le changement. Alors que bien des problèmes demeurent entiers, la délégation péruvienne est persuadée que le pays est sur la bonne voie en ce qui concerne la réalisation de ses objectifs.

36. S'agissant du chômage des jeunes, l'un des problèmes identifiés par la Commission comme nécessitant une action concrète et durable, la délégation péruvienne souligne l'importance de la nouvelle stratégie de l'emploi des jeunes, l'établissement de la commission nationale des jeunes et la nomination d'un commissaire à la jeunesse. Il convient en particulier de garder à l'esprit les liens existants entre le chômage des jeunes, la sécurité et le développement économique, puisque les jeunes chômeurs sont plus vulnérables au trafic illicite des drogues et à la violence. Il est donc vital de créer des incitations financières qui encouragent les employeurs à recruter des jeunes, en particulier des mères célibataires, et de mettre en place des mécanismes de financement inclusifs qui donnent accès à toute la gamme des services financiers, non seulement au microcrédit, et qui pourraient aider les jeunes hommes et les jeunes femmes à trouver un emploi productif. Il est important de mobiliser des ressources pour de telles initiatives; le programme de développement du secteur privé et de promotion de

l'emploi géré par l'Agence allemande de coopération technique est un bon exemple à cet égard. Les mesures de stimulation de la production agricole sont également un moyen important de créer des possibilités d'emploi dans les zones rurales.

37. Les renseignements diffusés par le Groupe de travail sur les enseignements de l'expérience devraient être pris en considération. À ce propos, il serait peut-être souhaitable d'identifier les groupes de jeunes les plus susceptibles d'être utilisés pour provoquer des conflits, en vue de leur donner la priorité dans les programmes d'inclusion sociale et de formation. Comme cela est souligné dans le résumé de la récente réunion du Groupe de travail sur l'emploi des jeunes dans la consolidation de la paix, tenue le 14 juillet 2010, le but consiste à faire des jeunes des agents du changement, du développement économique et de la prévention des conflits.

38. Dans le domaine de la gouvernance, des initiatives comme la Commission de la vérité et de la réconciliation contribuent à une plus grande transparence. L'application du communiqué conjoint et le dialogue multipartite sont essentiels pour consolider la reconnaissance du Gouvernement et de l'opposition. Le respect de l'état de droit est également vital pour la réussite des efforts de promotion de la croissance économique, puisque les deux facteurs sont étroitement liés et complémentaires. La Sierra Leone a besoin d'une base politique qui permet le développement d'un système multipartite tolérant et inclusif, avec un équilibre approprié des pouvoirs et une justice indépendante et impartiale. Il est également important de poursuivre la réforme du secteur public et la décentralisation de l'administration. Dans ce contexte, la préparation des élections de 2012 est particulièrement importante. Bien que la Commission, les acteurs nationaux et les partenaires internationaux doivent tous travailler ensemble, l'engagement des acteurs nationaux est particulièrement important pour la mise en œuvre des réformes nécessaires.

39. Alors que la Sierra Leone a déployé des efforts considérables pour combattre le trafic illicite des drogues et le blanchiment de l'argent, qui constituent de graves menaces pour la paix et son développement, il faut plus de ressources. Il faut donc une coopération régionale et internationale pour appuyer le Groupe de la criminalité organisée transnationale dans l'accomplissement de ses tâches et dans la formation de son personnel, entre autres dans les domaines de la

compétence juridique, de l'assistance technique et du soutien logistique.

40. Nonobstant l'accent mis sur le chômage des jeunes, la gouvernance et le trafic illicite des drogues, il faut également accorder l'attention voulue à d'autres domaines, dont la santé, l'éducation, l'accès à de l'eau salubre et le développement de l'infrastructure, qui sont particulièrement importants pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. En particulier, l'emploi de fours propres, qui ont réduit sensiblement les maladies respiratoires et gastro-intestinales au Pérou, peut aider à réduire les taux de mortalité maternelle et infantile encore très élevés en Sierra Leone. L'orateur demande donc une coopération internationale aux fins de la distribution plus large de ces fours en Sierra Leone.

41. **M. Mayr-Harting** (Autriche) se félicite des conclusions et recommandations du rapport intérimaire conjoint sur le Programme pour le changement et rend hommage au Gouvernement sierra-léonais, au BINUCSIL, à l'équipe de pays des Nations unies, aux partenaires internationaux et à la société civile pour la manière inclusive, globale et détaillée dont le rapport a été établi. Le Gouvernement sierra-léonais a fait des progrès réguliers en s'attaquant aux priorités les plus urgentes du pays. S'agissant du chômage des jeunes, il a pris des mesures destinées à intégrer les jeunes dans la main-d'œuvre. Sa nouvelle stratégie en faveur de l'emploi des jeunes et son projet de commission nationale des jeunes sont également des faits positifs. Dans le domaine du trafic des drogues, le Gouvernement a décidé de transformer le groupe conjoint de lutte contre le trafic en un groupe sur la criminalité transnationale dans le cadre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest. Il a également pris des mesures importantes destinées à réprimer la corruption dans le pays.

42. La tâche confrontée par le Gouvernement et tous ses partenaires consiste à rendre ces succès irréversibles, et il existe toujours de nombreux problèmes socioéconomiques susceptibles de compromettre le développement économique à long terme de la Sierra Leone. L'accent doit être mis sur les domaines prioritaires tels que la bonne gouvernance et l'état de droit, le chômage des jeunes et le trafic des drogues. Eu égard aux prochaines élections, un dialogue politique renforcé et inclusif revêt une importance cruciale et il faut créer des conditions qui garantissent que les élections sont libres, régulières et

pacifiques. L'Autriche soutient pleinement le projet de résolution tendant à lever les sanctions contre la Sierra Leone, un autre témoignage des gros progrès accomplis par le pays.

43. **M. Serrano** (Union européenne) se félicite du caractère global et inclusif du rapport intérimaire conjoint sur le Programme pour le changement et s'associe pleinement aux recommandations figurant au document final de la session extraordinaire de haut niveau de la Commission de consolidation de la paix sur la Sierra Leone tenue le 10 juin 2009 (PCB/3/SLE/6). Il y a lieu de rendre hommage au Gouvernement sierra-léonais pour les résultats tangibles qu'il a obtenus vers la consolidation de la paix et le développement économique; d'avoir accordé la priorité à la santé des femmes et des enfants grâce à son initiative de soins gratuits; et d'avoir introduit un nouveau plan de commercialisation à l'intention des petits exploitants destiné à améliorer la nutrition des citoyens les plus pauvres et à donner aux petits exploitants un revenu stable, tout en réduisant la dépendance du pays des denrées importées. Bien que la Sierra Leone ait accompli des progrès notables dans bon nombre de domaines, la corruption, le trafic illicite des drogues et le chômage des jeunes représentent toujours de gros obstacles à une paix et un développement durables. Il est important que le Gouvernement et tous ses partenaires veillent à ce que les contrats avec les sociétés minières soient gérés à bon escient et que les élections de 2012 soient libres, régulières et pacifiques.

44. L'Union européenne demeure très engagée en faveur de la consolidation de la paix en Sierra Leone et en faveur de la coopération avec les autres membres de la formation aux fins de l'élaboration d'une stratégie de mobilisation de ressources qui vise à combler les lacunes existantes en matière de financement pour la Sierra Leone. L'allocation actuelle à la Sierra Leone au titre du Fonds de développement européen représente près de 300 millions de dollars au total pour la période allant jusqu'à 2013, mettant l'accent sur la bonne gouvernance, la reconstruction de l'infrastructure essentielle et le soutien budgétaire général. L'Union européenne collabore avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur un programme de 16 millions d'euros destiné à combattre le trafic des drogues dans toute la sous-région, et finance, par le biais de son instrument pour la stabilité,

un programme consacré à l'interdiction du transit de la cocaïne entre l'Amérique latine, l'Afrique et l'Europe.

45. **M. Quinlan** (Australie) dit qu'il y a lieu de rendre hommage au Gouvernement sierra-léonais, au BINUCSIL, à l'équipe de pays des Nations unies, aux partenaires internationaux et à la société civile pour l'approche globale et inclusive adoptée lors de l'élaboration du rapport intérimaire conjoint sur le Programme pour le changement. Comme le chômage des jeunes représente un élément déstabilisateur potentiel du processus de consolidation de la paix, il faut s'efforcer d'améliorer les possibilités d'emploi pour les jeunes en Sierra Leone. Pour aider le Gouvernement sierra-léonais à cet égard, le Gouvernement australien soutiendra les initiatives de consolidation de la paix dans le secteur agricole et, en particulier, la composante commercialisation pour petits exploitants du plan national de développement de l'agriculture durable pour les années 2010-2030.

46. Le secteur minier représente 30 % du produit intérieur brut du pays, et l'augmentation du commerce et de l'investissement découlant de la participation du secteur privé dans ce secteur sera essentielle pour la future prospérité de la Sierra Leone. Alors qu'il est important de développer le secteur minier, il l'est encore plus de veiller à ce que ce développement aille de pair avec une transparence accrue dans la gestion des ressources naturelles et minérales du pays. L'Australie se félicite de l'engagement du Gouvernement en faveur de l'Initiative de transparence des industries extractives et aidera à renforcer la capacité du Gouvernement à gérer et à réglementer le secteur minier en offrant des bourses de stages et des primes d'études du troisième cycle aux fins de développement de compétences minières.

47. Les élections de 2012 représenteront un pas majeur vers la démocratie et la consolidation de la paix en Sierra Leone. Alors que le rapport intérimaire conjoint reconnaît à juste titre les progrès accomplis dans la préparation des élections, celles-ci sont toujours un détonateur potentiel de violences. Par conséquent, il faut continuer à mettre l'accent sur l'atténuation des risques potentiels associés aux élections. L'Australie continuera à soutenir la Sierra Leone dans ses efforts continus en faveur de l'instauration d'un système politique multipartite tolérant, inclusif et efficace et d'une participation accrue des femmes à la prise de décisions à tous les niveaux.

48. **M. Chabi** (Maroc) dit que la Sierra Leone peut bien servir de modèle pour d'autres formations en ce qui concerne les stratégies de consolidation de la paix, mais que le pays fait toujours face à de nombreux problèmes, y compris le chômage des jeunes et le développement économique. En tant que pays disposant d'une vaste expérience de la coopération Sud-Sud, le Maroc a fait cause commune avec 21 autres pays africains pour lancer une initiative qui met l'accent sur des domaines comme la pêche et l'infrastructure des transports en vue de créer un réseau de ports à travers l'Afrique de l'Ouest. Le Gouvernement marocain est disposé à coopérer avec le Gouvernement sierra-léonais et le secteur privé en développant des secteurs clés de l'économie, y compris la pêche, l'agriculture, la sylviculture, l'extraction et le transport.

49. S'agissant du domaine politique, le pays a une bonne politique nationale en matière d'aide, mais il faut-t-il meilleure coordination entre les donateurs. S'agissant du Fonds de consolidation de la paix, 37 millions de dollars ont déjà été affectés, mais ce montant devrait augmenter pour la prochaine tranche à être négociée avec le Représentant du Secrétaire général pour le Bureau intégré pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le Gouvernement sierra-léonais. Alors que la transition du maintien de la paix à la consolidation de la paix est importante, le passage de la consolidation de la paix au développement est encore plus crucial pour la stabilité future du pays.

50. **M. Sumi** (Japon) dit que pour que la Sierra Leone puisse maintenir les progrès qu'elle a accomplis dans les domaines de la paix et de la gouvernance démocratique, les élections de 2012 doivent être libres, régulières et pacifiques. Elles devraient aider la Sierra Leone à faire passer l'accent de la sécurité au développement. À cet égard, le Japon soutient le projet de résolution tendant à proroger le mandat du BINUCSIL jusqu'au 15 septembre 2011 et à mettre l'accent sur la préparation des élections de 2012. L'approvisionnement en eau et en énergie doit être stabilisé. Le Japon a toujours aidé la Sierra Leone grâce à des dons et à sa coopération technique à parvenir à un approvisionnement stable en énergie, comme le montre la livraison de générateurs à ce pays. Il a également fourni des ressources pour améliorer les installations hydrauliques et pour aider le pays à surmonter des catastrophes naturelles telles que les inondations.

51. Il faut assurer la sécurité alimentaire en renforçant le secteur agricole et en créant des emplois. De son côté, le Japon a appuyé l'établissement d'un système de gestion de l'agriculture dans le district de Kambia. Il a financé un projet multipartenaires de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) concernant la formation de jeunes. S'agissant de la lutte contre le trafic des drogues, il est important que la Sierra Leone veille à ce que ses efforts soient alignés sur ceux de la Commission de consolidation de la paix et de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest.

52. **M. Wittig** (Allemagne) se félicite du rapport intérimaire conjoint sur le Programme pour le changement et des progrès considérables accomplis dans la promotion de la paix et de la démocratie en Sierra Leone. Le pays représente un exemple à imiter dans le cadre de la Commission de consolidation de la paix. L'Allemagne continuera à soutenir la stabilité et la reconstruction en Sierra Leone, en particulier grâce à sa participation dans des programmes d'emplois pour les jeunes. L'Allemagne a décidé de doubler sa contribution au Fonds de consolidation de la paix qu'elle juge vital pour le renforcement des institutions nationales. Elle contribuera 5 millions de dollars au Fonds d'ici à la fin de 2010.

53. Il est important de poursuivre la lutte contre la corruption, de continuer à exécuter le Programme pour le changement et de garantir que les élections de 2012 sont régulières et libres, afin de maintenir la stabilité politique. Étant donné l'importance que revêtent la Commission de la vérité et de la réconciliation et le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, l'Allemagne a annoncé une contribution additionnelle de 1,3 million de dollars pour les activités du Tribunal. Enfin, la Sierra Leone tirera également parti de l'approfondissement de la coopération entre les États membres de l'Union du fleuve Mano et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

54. **M. Crowley** (Afrique du Sud) se félicite du rapport intérimaire conjoint sur le Programme pour le changement et soutient les objectifs, l'esprit et la vision du document final de la session de haut niveau de la Commission de consolidation de la paix sur la Sierra Leone. Le Programme pour le changement a créé une base idéale pour le renforcement de la gouvernance, de la mise en valeur des ressources humaines, de l'état de droit et des droits de l'homme en Sierra Leone.

55. Malgré les réalisations notées en ce qui concerne la mise en œuvre du Programme pour le changement, le soutien des parties prenantes nationales et internationales demeure vital pour maintenir la Sierra Leone sur la voie du progrès. À cet égard, le Fonds de consolidation de la paix créé pour attirer de nouveaux donateurs en vue de la mise en œuvre de la vision conjointe des institutions des Nations unies pour la Sierra Leone et du Programme pour le changement n'a pas bénéficié du soutien nécessaire pour permettre au Gouvernement d'exécuter son programme au niveau et avec la rapidité nécessaires.

56. Il faut donc que la communauté internationale se montre à la hauteur du défi consistant à aider la Sierra Leone dans ses efforts en faveur du développement de son secteur privé, de l'amélioration de son agriculture, de la création d'emplois pour les jeunes, du renforcement de l'infrastructure, de la consolidation de ses institutions et de la mobilisation de ressources pour la fourniture de services sociaux. Les efforts déployés par l'Afrique du Sud par le passé pour approvisionner Freetown en électricité et son engagement actuel en faveur de la formation de médecins doivent être placés dans ce contexte.

57. **M^{me} Anderson** (Irlande) dit que sa délégation s'associe pleinement aux recommandations figurant dans le rapport intérimaire conjoint, en particulier l'accent mis sur la bonne gouvernance, l'état de droit, le trafic illicite des drogues, le chômage des jeunes et l'égalité des sexes. Pour démontrer que l'Irlande soutient les efforts sierra-léonais en faveur de la consolidation de la paix, elle a fourni entre 2005 et 2009 une aide bilatérale au développement d'une valeur de 46 millions d'euros et a promis de dépenser 10 millions d'euros durant les 18 prochains mois à l'appui du Programme pour le changement.

58. Il y a lieu de féliciter le Gouvernement pour les efforts qu'il a déployés dans de nombreux domaines, y compris les soins de santé, où il a accordé la priorité à la santé des femmes et des enfants grâce à son initiative de soins gratuits. Dans le secteur agricole, l'Irlande continuera à appuyer la Sierra Leone, en mettant l'accent en particulier sur la nutrition et l'agriculture à petite échelle. Une nouvelle stratégie de coopération pour le développement irlandaise pour la période 2010 à 2012 est en train d'être achevée; elle souligne les priorités sociales. L'Irlande soutiendra également tous les efforts destinés à garantir que les élections de 2012 sont libres et régulières.

59. **M. Lennartson** (Suède) dit qu'il est encourageant de voir que des progrès ont été accomplis dans bien des domaines qui sont vitaux pour la consolidation de la paix en Sierra Leone et que les enseignements importants peuvent être tirés de la manière dont la Commission de consolidation de la paix s'est engagée en faveur de ce pays. La délégation suédoise se félicite du rapport intérimaire conjoint sur le Programme pour le changement et s'associe pleinement aux recommandations du document final. Il convient de rendre hommage au Gouvernement sierra-léonais qui a pris les choses en main et qui a adopté des mesures destinées à relever les défis qui se posent dans les domaines de la consolidation de la paix, y compris la corruption, le trafic des drogues et le chômage des jeunes. La Suède continuera à soutenir les travaux du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, qui est vital pour la consolidation de la paix.

60. La délégation suédoise se félicite de l'initiative de la formation tendant à élaborer une stratégie de mobilisation de ressources à l'appui du Programme pour le changement et visant à assurer que la Commission de mobilisation de la paix tient son engagement en faveur de la tenue d'élections libres et régulières en 2012 et de la consolidation de la paix en Sierra Leone.

61. **M. Moretti** (Brésil) dit que sa délégation se félicite des progrès accomplis en ce qui concerne la consolidation de la paix et le développement en Sierra Leone, en particulier dans les domaines de la promotion du dialogue politique et de la lutte contre la corruption et le trafic des drogues. Néanmoins, le pays fait face à deux problèmes critiques. S'agissant du chômage des jeunes, de jeunes gens qui n'ont guère de perspectives économiques sont particulièrement vulnérables à la rhétorique politique déstabilisatrice et méritent une attention spéciale. Il est donc encourageant de voir que le chômage des jeunes soit l'un des principaux problèmes abordés dans le Programme pour le changement du Gouvernement. Pour ce qui est de la mise en valeur des ressources naturelles, il faut continuer à veiller à ce que le peuple sierra-léonais bénéficie pleinement de l'augmentation des investissements, tout en évitant les risques potentiels associés à l'exploitation de ses ressources. La délégation brésilienne soutiendra tous les efforts qui visent à aider la Sierra Leone à cet égard.

62. **M. Parham** (Royaume-Uni) se félicite du rapport intérimaire conjoint et de la mise en relief des

opérations de consolidation de la paix en Sierra Leone. L'accent mis par la Commission de consolidation de la paix sur la bonne gouvernance, l'état de droit et la lutte contre le trafic des drogues est approprié. La Commission et la communauté internationale se sont engagées à soutenir le Gouvernement au moment où il se prépare pour les élections de 2012 afin que celles-ci renforcent plus avant une démocratie pacifique en Sierra Leone. Alors que la concentration de l'attention sur les élections est digne d'éloges, il faudra un engagement concerté au-delà des deux prochaines années pour sortir la Sierra Leone de la pauvreté.

63. Depuis la session extraordinaire de la Commission de consolidation de la paix tenue en juin 2009, on a observé une intensification de l'activité commerciale qui a encouragé l'investissement dans le pays, ce qui à son tour se soldera par des possibilités d'emploi plus nombreuses; une assiette fiscale plus large et plus stable, et des investissements accrus à l'extérieur de Freetown. La communauté internationale tirera également parti de cette évolution, car à mesure que les recettes que le pays tire du commerce et de l'investissement augmentent, sa dépendance des donateurs internationaux baissera. Le Royaume-Uni se félicite d'avoir accueilli la conférence sur l'investissement en Sierra Leone en novembre 2009, qui a mis en relief les possibilités d'investissement existant en Sierra Leone sans dissimuler les problèmes connexes. La délégation britannique s'attend à ce que le Conseil de sécurité adopte le projet de résolution levant les sanctions contre la Sierra Leone pour montrer à la communauté internationale que la Sierra Leone a parcouru beaucoup de chemin et que le pays fonctionne.

64. Toutefois, la corruption et la bonne gouvernance demeurent des obstacles redoutables que le peuple sierra-léonais devra franchir en développant son économie. Le pays doit veiller à ce que ces vastes ressources naturelles soient gérées à bon escient dans l'intérêt de son peuple. Avec la nomination d'un nouveau commissaire pour la lutte contre la corruption, il faut espérer que la lutte contre la corruption sera encore plus vigoureuse. Des améliorations importantes ont été apportées aux mesures de sécurité, y compris l'élimination de la nécessité du recours à l'armée plutôt qu'à la police pour maintenir l'ordre public.

65. Le trafic illicite des drogues représente un élément déstabilisateur potentiel qui pourrait saper la capacité de la Commission de consolidation de la paix et du Gouvernement à réaliser le Programme pour le

changement. L'approche régionale recommandée par la Commission pour la lutte contre ce trafic est la bonne. Les activités de lutte contre la corruption conduites par la Sierra Leone sont généralement reconnues comme une réussite, qui pourrait être répétée ailleurs dans la sous-région. L'approche intégrée à la consolidation de la paix adoptée en Sierra Leone peut dégager des leçons précieuses et des pratiques optimales pour d'autres environnements d'après conflit et de consolidation de la paix dans le monde.

66. **M^{me} Meyer** (Banque mondiale) dit que le rapport intérimaire conjoint sur le Programme pour le changement reflète les principales priorités pour de nouveaux progrès en Sierra Leone. Alors que le pays a avancé dans bien des domaines, il fait toujours face à une série de problèmes. Le Gouvernement doit veiller à ce que le soutien de ses partenaires est efficace et contribue au développement. Les mesures destinées à encourager la croissance et à atténuer la pauvreté devraient se trouver au centre des efforts de consolidation de la paix en Sierra Leone. La Banque continuera à soutenir la Sierra Leone sur la base de sa stratégie conjointe d'assistance aux pays avec la Banque africaine de développement. L'exercice fiscal précédent, la Banque a fourni une aide financière d'un montant de plus de 100 millions de dollars par le biais d'un soutien budgétaire et de grands programmes sectoriels. Elle continuera à collaborer avec les Nations unies et d'autres partenaires pour soutenir le Gouvernement sierra-léonais dans ses efforts en faveur d'une paix et d'un développement économique durables.

67. **M^{me} Strauss** (Organisation internationale pour les migrations) dit que sa délégation reconnaît les progrès accomplis vers la paix, la stabilité et la démocratie en Sierra Leone et la contribution importante apportée à cet égard par la Commission de consolidation de la paix et le Fonds de consolidation de la paix. En tant que membre de l'équipe de pays des Nations unies, son Organisation soutient pleinement la vision conjointe de la famille des Nations unies pour la Sierra Leone. Elle soutient également l'appel en faveur d'une aide financière additionnelle de la part du Fonds de consolidation de la paix et des donateurs qui est vitale pour une paix durable dans le pays.

68. La délégation de l'orateur soutient le programme de réparations en Sierra Leone créé en 2008 pour réparer certaines des pires conséquences de la violation des droits de l'homme et du droit humanitaire international enregistrée durant le conflit.

Le commencement du programme a été rendu possible grâce à une contribution de 3 millions de dollars du Fonds de consolidation de la paix. L'Organisation internationale pour les migrations a fourni une assistance technique et des services de création de capacités au Gouvernement sierra-léonais dans le cadre de ce programme. À ce jour, plus de 32 000 victimes vulnérables, y compris des mutilés, des victimes de violences sexuelles, des orphelins et des veuves de guerre ont présenté des demandes de réparation. Quelque 20 000 d'entre elles ont reçu des allocations en espèces, un soutien en matière d'éducation ou d'autres formes de réparation. En 2010, le programme a reçu 1 million de dollars additionnels du Fonds d'affectation spéciale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes aux fins de la fourniture d'une formation professionnelle et du versement d'une allocation en espèces à certaines des victimes les plus vulnérables de la violence sexuelle.

69. Malgré ce commencement positif, le programme de réparations a besoin d'urgence de ressources additionnelles. À défaut d'un tel soutien, le programme risque de frustrer plus avant les victimes dont la situation présente un contraste marqué avec celle des anciens combattants, qui ont bénéficié d'une assistance financière et d'une formation dans le cadre du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. La délégation de l'orateur espère que le programme de réparations servira de modèle opportun pour les femmes qui continuent de subir des violences dans des conflits dans le monde entier. Il faut maintenir le programme à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1320 (1997) du Conseil de sécurité.

70. **Le Président** dit que la lenteur des contributions au fonds d'affectation spéciale multidonateurs soulève de vives inquiétudes, à plus forte raison que ce fonds reflète la pratique optimale en matière d'efficacité de l'aide et demeure le mécanisme central pour soutenir le modèle intégré de consolidation de la paix mis en place en Sierra Leone. Comme des fonds ont été reçus à ce jour uniquement du Canada et du guichet « Unis dans l'action » des Nations unies, il demande instamment aux membres de la formation d'envisager de faire des contributions.

71. **M. Habib** (Mouvement pour la démocratie et les droits de l'homme), parlant par liaison vidéo depuis Freetown au nom de la société civile, dit que la participation des organisations de la société civile à

l'examen récent du rapport intérimaire conjoint a rendu le processus crédible. Leur analyse a identifié des signes manifestes d'un tournant dans des domaines clés, y compris l'énergie, l'infrastructure et la lutte contre la corruption, ainsi que l'initiative de soins de santé gratuits, et la création d'un environnement favorable à l'activité économique. Les efforts déployés en faveur de la paix en Sierra Leone font également une contribution à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

72. Alors qu'elles sont reconnaissantes à la Commission et aux partenaires de développements internationaux de la Sierra Leone pour le soutien continu qu'ils apportent à la consolidation de la paix, les organisations de la société civile représentées par l'orateur espèrent pouvoir participer plus pleinement aux futures réunions de la formation Sierra Leone et continuer à collaborer avec le Gouvernement et ses partenaires internationaux, non seulement dans la rédaction de rapports, mais dans l'exécution effective des plans; elles sont tout à fait désireuses de jouer un rôle de surveillance pour garantir que les objectifs des donateurs sont atteints. Enfin, l'orateur remercie les représentants des États Membres de leurs contributions, en particulier l'accent mis sur la responsabilisation des jeunes, l'emploi et les élections de 2012, qui sont cruciales pour la société civile.

73. **M^{me} Bangura** (Sierra Leone) dit que le Gouvernement travaillera avec tous ses partenaires pour répondre aux inquiétudes soulevées durant la réunion et pour donner suite aux différentes recommandations formulées.

74. **M. Kamara** (Sierra Leone) prend acte des promesses de soutien bilatéral et multilatéral à la Sierra Leone et confirme l'élaboration d'une stratégie destinée à y donner suite. Le Gouvernement poursuit toujours des discussions avec la Commission électorale aux fins de l'établissement du budget pour les élections de 2012; on estime qu'un montant situé entre 30 millions et 40 millions de dollars, nettement en-dessous des 89 millions de dollars indiqués à l'origine par la Commission électorale, suffira pour faire avancer le processus, à condition que certaines améliorations de l'infrastructure, y compris l'introduction d'un système biométrique, ainsi qu'un référendum constitutionnel, soient reportées à plus tard et que le gros des dépenses portent sur le mécanisme électoral, en vue d'améliorer l'enregistrement des électeurs et le système de sécurité. À cet égard, la

Sierra Leone étudie les méthodes adoptées par le Kenya, qui se sont avérées efficaces.

75. Alors que le Gouvernement continue de s'inquiéter de la corruption, du trafic des drogues et du chômage des jeunes, les possibilités d'emploi augmenteront en parallèle avec la croissance économique. Par conséquent, le défi consiste à financer les moteurs de croissance, puisque l'investissement dans l'infrastructure de base comme les routes, l'électricité et l'eau à un prix abordable aura un effet multiplicateur exponentiel sur la croissance économique.

76. Le programme de santé du pays demeure également important. Au moment du lancement du programme en 2009, on avait recherché des ressources d'environ 93 millions de dollars échelonnés sur trois années; le programme a également été soumis à la réunion de coordination des organismes arabes de financement à Khartoum en vue de mobiliser 25 millions sur une période de trois ans pour financer l'achat direct de médicaments.

77. En l'absence du développement et de l'élimination durable de la pauvreté, la Sierra Leone retombera dans le conflit. La mobilisation de ressources se trouve donc au cœur des efforts en faveur de la consolidation de la paix.

78. **Le Président** dit que la prochaine période sera cruciale pour la consolidation de la paix en Sierra Leone et pour la satisfaction des aspirations des gens à une amélioration tangible de leur vie. Il espère donc que les membres de la formation Sierra Leone continueront collectivement à aider le Gouvernement à exécuter son Programme pour le changement et à instaurer en Sierra Leone une paix durable et irréversible.

La séance est levée à 17 h 35.